



Perspectives chinoises

2009/2 | 2009

1989, une rupture dans l'histoire chinoise ?

L'impact du massacre du 4 juin sur le mouvement démocratique

Jean-Philippe Béja et Merle Goldman

Traducteur : Alice Béja



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5210>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 19-30

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Jean-Philippe Béja et Merle Goldman, « L'impact du massacre du 4 juin sur le mouvement démocratique », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2009/2 | 2009, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5210>

L'impact du massacre du 4 juin sur le mouvement démocratique

JEAN-PHILIPPE BÉJA ET MERLE GOLDMAN

Le mouvement pour la démocratie réprimé dans le sang par l'armée le 4 juin 1989 a été précédé par de nombreux mouvements de critiques animés par des intellectuels. Le massacre a privé les démocrates de leurs protecteurs au sein du Parti, et les a contraints à changer de stratégie. Dans l'incapacité d'organiser des manifestations à grande échelle, les dissidents ont choisi de lancer des pétitions pour réclamer le respect des droits de l'homme et le renversement du verdict sur le 4 juin. Ils ont été rejoints par les Mères de Tiananmen, un groupe qui, au fil des ans, est devenu une composante importante du mouvement pour la démocratie.

L'intervention de l'armée chinoise contre les manifestations étudiantes de la place Tiananmen le 4 juin 1989 à Pékin a démontré la détermination du Parti communiste chinois (PCC) à anéantir toute opposition à son pouvoir. Elle a révélé que l'affrontement direct avec les autorités était voué à l'échec, car les forces à la disposition du Parti pouvaient aisément venir à bout des manifestants. Parallèlement, elle a également mis en lumière les événements précédant la répression, notamment les efforts réalisés par certains pans de la population chinoise pour provoquer des transformations politiques. Les manifestations, qui ont essaimé de la place Tiananmen à d'autres zones de Pékin, puis à d'autres villes à travers toute la Chine au printemps 1989 (341 villes selon des sources officielles⁽¹⁾), se sont transformées en un mouvement populaire traversant les classes sociales qui réclamait des réformes politiques, y compris celle du système léniniste chinois. Ce n'était pas la première fois que le Parti réprimait violemment un mouvement de masse, mais ce sont les événements exceptionnels qui ont mené au 4 juin, en particulier l'émergence d'un mouvement de toutes les classes sociales appelant à la réforme du système politique, plutôt que la répression elle-même, qui doivent être considérés comme le principal héritage du 4 juin.

Jusque là, les tentatives pour obtenir des réformes politiques en République populaire avaient été principalement menées par des intellectuels. Au début des années 1950, l'écrivain Hu Feng et ses disciples ont protesté contre les restrictions grandissantes imposées à la liberté d'expression.

À la suite de cela, ils ont été dénoncés en 1955, étiquetés « contre-révolutionnaires » et sévèrement punis. Pourtant, peu de temps après la campagne contre Hu Feng, Mao Zedong a lancé la plus importante libéralisation de toute la période où il a dirigé la Chine (1949-1976), le mouvement des Cent fleurs de 1956, qui s'est étendu jusqu'au milieu de l'année 1957, au cours duquel il a relâché la pression idéologique du Parti et appelé à l'expression d'opinions divergentes⁽²⁾. En réaction à cet appel, un certain nombre d'intellectuels reconnus et d'étudiants ont exigé davantage de liberté d'expression et critiqué la politique répressive du Parti. Ces revendications s'étendant et devenant plus insistantes, en juin 1957 Mao a brutalement écrasé cette brève floraison idéologique, en lançant le mouvement anti-droitier contre les intellectuels, ceux qui leur étaient associés et leurs familles, incluant également toute personne qui, d'après Mao, conspirait contre lui. Ils ont été étiquetés « droitiers » et littéralement effacés de la société. Les attaques contre les droitiers ont culminé lors de la Révolution culturelle (1966-1976), au cours de laquelle Mao s'est retourné contre des membres de son propre parti. Après la mort du grand Timonier en septembre 1976, Deng Xiaoping, qui avait été son camarade pendant la Longue marche, a commencé à revenir sur les dogmes de Mao : il a réhabilité les « droitiers », ouvert la Chine au monde exté-

1. Zhang Liang, *Les archives de Tiananmen*, Paris, Éditions du Félin, 2004.
2. Roderick MacFarquhar (éd.), *The Hundred Flowers Campaign and the Chinese Intellectuals*, New York, Praeger, 1960.

rieur et développé le modèle chinois, une économie de marché contrôlée par un gouvernement autoritaire. Le parti communiste est resté aux commandes, ce qui n'a pas empêché un certain nombre de manifestations réclamant des réformes politiques. En 1978-1979, lors de ce que l'on appelle aujourd'hui le mouvement du Mur de la démocratie, d'anciens gardes rouges qui avaient été envoyés à la campagne sont retournés dans les villes, où ils ont utilisé les techniques apprises du temps de la Révolution culturelle (affiches sur les murs, impression de journaux, débats au coin des rues) pour demander des réformes politiques⁽³⁾. Vers la fin de l'année 1986, plusieurs manifestations exprimant des revendications similaires se sont déroulées dans des universités chinoises. Celles qui ont attiré le plus l'attention sont celles qui ont été inspirées par l'astrophysicien Fang Lizhi à l'Université de science et de technologie de Hefei, dans la province de l'Anhui. Ces manifestations se propageant à d'autres universités, le PC les a tout d'un coup réprimées et Deng, avec l'aide des Anciens du Parti, a renvoyé le secrétaire général de l'époque, Hu Yaobang, qui avait les tolérées et avait prôné la mise en œuvre de réformes politiques autant qu'économiques.

C'est la mort de Hu, causée par une crise cardiaque le 15 avril 1989, qui a mis le feu aux poudres et donné naissance au mouvement le plus important et le plus étendu de la Chine post-maoïste. Les manifestations ont commencé sur la place Tiananmen, siège symbolique du pouvoir chinois, et se sont rapidement étendues aux principales villes du pays. Ce qui distingue les manifestations de 1989 des mouvements précédents c'est que, s'étendant dans l'espace et la durée (presque six semaines), elles se sont nourries de la participation grandissante d'autres classes – entrepreneurs, professions libérales, ouvriers, ménagères, vendeurs de rue – jusqu'à ce que Deng ordonne à l'armée de mettre en œuvre une violente répression à Pékin le 4 juin, répression qui a brutalement mis un terme aux manifestations dans tout le pays. La répression a été suivie de l'arrestation des leaders étudiants, de sanctions à l'encontre de leurs partisans et de l'éviction de Zhao Ziyang, qui avait remplacé Hu Yaobang comme secrétaire général du Parti en 1987 et avait demandé à la fin des années 1980 la séparation du Parti et du gouvernement.

Ces événements représentent, pour ceux qui y ont participé et pour leurs partisans, le refus par le Parti de mettre en œuvre des réformes politiques majeures, à l'exception des élections villageoises qui permettent à 75 % de la population chinoise d'élire leurs dirigeants locaux dans 600 000 villages⁽⁴⁾. Parallèlement, l'économie a continué de se déve-

opper avec un taux de croissance annuel de 9-10 % , les Chinois ont bénéficié d'une relative stabilité sociale et la légitimité du Parti et son modèle de développement combinant pouvoir autoritaire et économie de marché ont été renforcés. Bien que n'étant pas formulée ainsi par les dirigeants chinois, l'expérience de la Chine d'après Mao va totalement à l'encontre de la théorie marxiste qui veut que lorsque l'infrastructure, c'est-à-dire l'économie, se transforme, la superstructure, c'est-à-dire le système politique, se transforme également. Après le 4 Juin, les 20 années de croissance économique et de relative stabilité de la Chine démontrent qu'une économie de marché combinée à un pouvoir post-totalitaire peut constituer un modèle de développement viable.

Les prédécesseurs du mouvement démocratique chinois de 1989

Le mouvement de Tiananmen du printemps 1989, mené par des intellectuels et des étudiants appelant à des réformes politiques n'était pas le premier du genre en Chine. Tout au long de l'histoire chinoise, les intellectuels ont publiquement réclamé des réformes politiques. Au cours de l'ère impériale, les lettrés confucéens s'exprimaient sur des questions d'intérêt général, et estimaient qu'il était de leur responsabilité de critiquer les fonctionnaires, et même l'Empereur, lorsqu'ils s'éloignaient des idéaux confucéens de moralité et de justice. À la fin de la dynastie des Qing, les intellectuels ont fait des recommandations pour des réformes politiques au cours de la réforme des Cent jours en 1898 et ont aidé à renverser le système dynastique lors de la révolution de 1911. Pendant le mouvement du 4 Mai 1919, intellectuels et étudiants, soutenus par les ouvriers et une partie de la bourgeoisie émergente, ont réclamé « la science et la démocratie ». Lorsque le Guomindang était au pouvoir (1927-1949), Tchiang Kai-shek a tenté d'étouffer les appels à la réforme, mais le gouvernement était trop faible pour faire taire les intellectuels et les étudiants qui ont continué à dénoncer la répression politique. Ils demandaient également la création de nouvelles institutions politiques et s'alliaient à d'autres pour mener des mouvements de protestation.

Même pendant le règne du pouvoir totalitaire de Mao et malgré les politiques répressive⁽⁵⁾, les intellectuels ont conti-

3. Victor Sidane, *Le Printemps de Pékin*, Paris, Gallimard, col. « Archives », 1980.

4. Kevin J. O'Brien, Rongbin Han, « Path to Democracy? Assessing Village Elections in China », article non publié, janvier 2009.

5. Jean-Philippe Béja, *à la recherche d'une ombre chinoise. Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*, Paris, Seuil, 2004.

nué à exprimer leurs opinions divergentes. Comme nous l'avons vu plus haut, malgré la campagne contre l'écrivain Hu Feng et ses sympathisants en 1955, lorsque Mao a lancé le mouvement des Cent fleurs en 1956-57, les intellectuels et d'autres citoyens ont agi conformément à son mot d'ordre (exprimer leur point de vue et critiquer les politiques du Parti) pour se voir ensuite condamnés comme « droitiers » lors du mouvement qu'il a déclenché contre ceux qui avaient osé exprimer des critiques. Ces campagnes successives, qui ont culminé avec la Révolution culturelle, ont transformé la perspective de ceux qui y participaient. Mao avait mobilisé la jeunesse, les gardes rouges, pour poursuivre la révolution et renverser ceux qui détenaient l'autorité, mais lorsque leurs attaques ont causé trop de chaos dans les villes, il les a envoyés à la campagne pour être « rééduqués » par les paysans.

Pendant qu'ils se trouvaient à la campagne cependant, certains anciens gardes rouges ont découvert avec étonnement que la vie des paysans n'avait pas été transformée par la révolution maoïste, comme on le leur avait appris ; ceux-ci vivaient encore dans une extrême pauvreté. Ainsi, dès les dernières années de la Révolution culturelle, des appels à la réforme politique ont fait leur apparition sur les murs des villes. Par exemple, en novembre 1974, Li Yizhe, pseudonyme collectif adopté par un groupe d'étudiants mécontents de Canton, a demandé « la démocratie et la légalité sous le socialisme⁽⁶⁾ ». Deux ans plus tard, le 5 avril 1976, des manifestations ont éclaté sur la place Tiananmen, qui dénonçaient la dictature de Mao Zedong et de la Bande des quatre, et appelaient au changement⁽⁷⁾.

Après la mort de Mao en septembre 1976, lorsque la plupart des gardes rouges étaient revenus en ville, ils ont lancé le mouvement du Mur de la démocratie de fin 1978-début 1979, employant les méthodes apprises pendant la Révolution culturelle pour exiger des réformes politiques. Ils ont formé leurs propres organisations, lancé des campagnes d'affichage à Pékin et dans d'autres grandes villes, publié des revues, organisé des débats de rue, mobilisé des sympathisants et défilé. Ces militants du Mur de la démocratie réclamaient la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit et la liberté d'expression. À Pékin et dans d'autres grandes villes, les gens se rassemblaient tous les jours pour lire les dazibaos, exprimer leur point de vue, écouter les débats et acheter les revues ronéotypées par des groupes d'activistes. Tout en employant des techniques qu'ils avaient apprises au cours de la Révolution culturelle, les objectifs des militants du Mur de la démocratie étaient très différents de ceux des gardes rouges. Plutôt que de chercher à renver-

ser les hommes au pouvoir, ils demandaient la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes. Certains voulaient que l'idéologie du Parti soit révisée, d'autres insistaient pour que soient mises en place des procédures démocratiques ainsi que des réformes économiques. Ils espéraient que les institutions politiques et les procédures juridiques empêcheraient une autre Révolution culturelle et garantiraient la protection des droits individuels⁽⁸⁾.

Suivant la logique marxiste-léniniste qui leur avait été enseignée, ils ont commencé par réclamer des transformations idéologiques et par « semoncer » les responsables politiques à la manière confucéenne. Mais, confrontés à l'hostilité des dirigeants post-maoïstes, un certain nombre de participants au mouvement du Mur de la démocratie ont commencé à exiger des réformes politiques, insistant toujours davantage sur la nécessité d'établir des institutions et des lois qui soutiendraient le pluralisme culturel, idéologique et politique qu'ils défendaient⁽⁹⁾. Ils se faisaient l'écho d'opinions exprimées plus tôt par les étudiants et les intellectuels durant le mouvement des Cent fleurs, telles que l'idée que la loi n'est pas simplement une arme dans les mains de la classe dirigeante, mais peut aider à protéger les droits des citoyens. Cette idée avait été mise en avant par Lin Xiling, une étudiante membre du Parti de l'Université du peuple, lorsqu'elle défendait Hu Feng en 1957⁽¹⁰⁾.

Mais ce n'était pas tant les idées exprimées par les participants au Mur de la démocratie que leurs actions concrètes qui dérangent les autorités. Au début de l'année 1979, quelques militants du Mur de la démocratie ont aidé à organiser des manifestations paysannes. Lorsque par la suite ces manifestants de la campagne – il s'agissait surtout d'intellectuels qui y avaient été envoyés pendant la Révolution culturelle – se sont rendus à Pékin et dans d'autres endroits pour exprimer leurs revendications, Deng Xiaoping et ses partisans ont ordonné la répression. Ils n'avaient plus besoin des militants pour se débarrasser des derniers dirigeants maoïstes, dont le pouvoir était déjà déclinant, et redoutaient les conséquences d'une alliance entre les intellectuels et les autres classes. Par ailleurs, quand le Parti a fermé le Mur de la démocratie, les anciens droitiers et les intellectuels réhabilités n'ont rien fait pour les aider. Ils ne pouvaient, ou ne vou-

6. Li Yizhe, *Chinois, si vous saviez*, Paris, 10/18, col. « Petite bibliothèque asiatique », 1976.
7. Claude Cadart, Chen Yingxiang, *Les deux morts de Mao Zedong*, Paris, Seuil, 1977.
8. Roger Garside, *China after Mao*, New York, McGraw Hill, 1981, p. 212-39.
9. Wei Jingsheng, Pino, Angel, *La cinquième modernisation et autres écrits du printemps de Pékin*, Paris, Christian Bourgois, col. « Bibliothèque asiatique », 1997.
10. Lin Xiling, *Lin Xiling zi xuanji* (Anthologie des écrits de Lin Xiling), Hong Kong, Shunjing shuju, 1985.

laient pas tirer les leçons des répressions passées. Leur inaction démontre également toute la difficulté qu'ont les générations différentes d'opposants à travailler ensemble. De fait, la plupart des anciens droitiers n'étaient pas d'accord avec les militants du Mur de la démocratie, qu'ils considéraient comme des gardes rouges extrémistes risquant de provoquer un retour aux méthodes maoïstes qui venaient d'être rejetées par Deng.

Pourtant, malgré la répression par le Parti et l'emprisonnement des leaders du mouvement du Mur de la démocratie, à partir du milieu des années 1980, d'autres groupes se sont mis à exprimer leurs revendications idéologiques et politiques. En 1986, des manifestations étudiantes ont éclaté sur des campus universitaires dans toute la Chine. Ces protestations ne concernaient pas uniquement des questions locales, par exemple demander une amélioration de la nourriture dans les résidences étudiantes, des organisations et des journaux étudiants indépendants, mais allaient jusqu'à demander la liberté d'expression et d'association. Au fur et à mesure que des manifestations similaires se développaient de campus en campus, de ville en ville, elles se sont cristallisées en un mouvement cohérent appelant à la réforme politique⁽¹¹⁾. Une fois encore, ces protestations ont amené Deng à sévir, non seulement pour neutraliser les manifestants étudiants, mais également pour se débarrasser de ceux qu'il considérait comme leurs protecteurs, le secrétaire général du Parti de l'époque Hu Yaobang et les membres de son réseau intellectuel, qui soutenaient les réformes politiques.

Néanmoins, les appels à la réforme se sont poursuivis avec le successeur de Hu Yaobang au poste de secrétaire général du Parti, Zhao Ziyang. Zhao avait jusque-là insisté sur les réformes économiques, mais sa proposition, à la fin des années 1980, de séparer le Parti du gouvernement, équivalait à une diminution de fait du pouvoir du Parti. Il avait également demandé à plusieurs reprises que le Parti instaure un dialogue avec la société⁽¹²⁾. Au même moment, à la fin des années 1980, des appels en faveur de la mise en place d'institutions et de lois spécifiques pour mettre en œuvre les droits de l'homme stipulés par la constitution chinoise (par exemple l'article 35, qui stipule la liberté d'expression et la liberté d'association) se multipliaient. Par ailleurs, les intellectuels commençaient à s'organiser politiquement de manière publique en mettant en place des journaux et des organisations semi-autonomes, en dehors de l'autorité du PC, aidés par les réformateurs du Parti qui avaient besoin de leurs idées pour légitimer leur lutte contre les néo-maoïstes qui, bien que fort affaiblis, disposaient encore d'un pouvoir non négligeable dans l'appareil et pro-

naient un retour au début des années 1950. Même si les activités d'intellectuels critiques tels que l'écrivain Wang Ruowang, le physicien Fang Lizhi et le journaliste Liu Binyan n'ont pas débouché sur un mouvement alternatif comparable au Mur de la démocratie, une sphère semi-autonome a commencé à émerger dans la seconde moitié des années 1980.

Tout aussi importante a été l'ouverture de la Chine au marché à la même époque ; elle a permis à des individus et à des groupes, en particulier aux membres de la génération des gardes rouges, de fonder des maisons d'édition et des journaux non gouvernementaux. Ils ont également mis en place des *think tanks* et des instituts de sondage non officiels, qui sont devenus des alternatives aux institutions du Parti. L'une de celles qui a eu le plus de succès était le Centre de recherche sur l'économie et la société, fondé par d'anciens participants au Mur de la démocratie, Wang Juntao et Chen Ziming⁽¹³⁾. La transformation radicale, unique dans l'histoire de la République populaire, ne venait pas tant des idées qu'ils défendaient que de la fondation même de ces institutions et organisations indépendantes du Parti. Par ailleurs, des coalitions d'intellectuels se sont alliées à d'autres groupes sociaux – hommes d'affaires, entrepreneurs ruraux, ouvriers – pour participer à leurs activités. En plus de publier des revues et de mener des enquêtes sans autorisation officielle, ces groupes coordonnaient des activités et se défendaient les uns les autres lorsqu'ils étaient inquiétés par les autorités.

Parallèlement, le dégel qui a suivi la mort de Staline en Union soviétique, et surtout les mouvements réformistes qui avaient commencé dans les années 1970 en Europe de l'Est se sont conjugués à l'héritage du 4 Mai pour nourrir l'intérêt pour les réformes politiques et la mobilisation en leur faveur dans la Chine d'après Mao. De nombreux Chinois qui participaient à cette mobilisation ont été stimulés par le mouvement de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, mené par le célèbre dramaturge Vaclav Havel, et par le mouvement Solidarité en Pologne, au cours duquel les intellectuels et les ouvriers s'étaient alliés pour défier le Parti communiste. À partir de la fin des années 1980, les étudiants et réforma-

11. Benedict Stavis, *China's Political Reforms: An Interim Report*, New York, Praeger, 1988 ; Richard Baum, *Burying Mao*, Princeton NJ, Princeton University Press, 1994, p. 189-205.

12. Voir Zhao Ziyang, « Avancer sur la voie du socialisme en maintenant les caractéristiques chinoises », rapport fait au 13^e Congrès national du Parti communiste chinois, 25 octobre 1987.

13. « A New Kind of Intellectual Activist », in Merle Goldman, *Sowing the Seeds of Democracy in China*, Cambridge MA, Harvard University Press, 1994, chap. 12, p. 338-60.



Des soldats de l'APL se déploient sur la place Tian'anmen le 4 juin 1989.

© AFP

teurs chinois ont été enthousiasmés par la *glasnost* et la *perestroïka* de Mikhaïl Gorbatchev. Ils ont également été influencés par les réformes politiques dans les pays post-confucéens d'Asie orientale – Japon, Corée, et de manière plus significative encore, Hong Kong et Taiwan – qui avaient non seulement réussi à développer une économie dynamique, mais étaient également en passe d'établir des institutions démocratiques.

Il y a également eu un déplacement dans la pensée des intellectuels chinois politisés ; ils se sont peu à peu éloignés de la revendication d'une révision de l'idéologie pour se concentrer sur la mise en place de nouvelles institutions. Certains prônaient l'indépendance organisationnelle des soi-disant partis démocratiques, soumis au contrôle du PCC, afin de réaliser un plus grand équilibre des pouvoirs. Un article dans le *Quotidien du peuple* par exemple, affirmait que le marasme dans lequel se trouvait le marxisme était dû au fait qu'il n'était pas mis en cause par d'autres points de vue, et ne pouvait être remis en cause⁽¹⁴⁾. De plus, les discussions sur les réformes politiques n'étaient pas limitées à l'élite intellectuelle et aux universités. L'ouverture des débats, le pluralisme des points de vue étaient devenus la règle dans tout le pays au sein d'organisations de jeunes, de

réunions entre amis, dans les maisons de thé, et même au sein des médias nationaux. Parmi les plus engagés dans cette mobilisation en faveur des réformes politiques, on trouvait l'astrophysicien Fang Lizhi, de l'Université de science et de technologie de Hefei, et le journaliste Liu Binyan, qui, avec d'autres, allaient plus tard être accusés d'avoir provoqué les manifestations étudiantes de 1986.

Les manifestations de décembre 1986 se distinguent de celles de 1989, car elles ne sont pas parvenues à obtenir le soutien ou la participation des habitants des villes ni des ouvriers. En réalité, les étudiants ont délibérément tenu ces derniers à distance pour des raisons stratégiques. Ils savaient que les dirigeants du Parti craignaient les alliances avec les ouvriers, telles qu'elles avaient pu se produire en Europe de l'Est. Par ailleurs, contrairement aux manifestations de 1989, celles de 1986 se sont dispersées pacifiquement lorsque le Parti a ordonné aux étudiants de reprendre les cours. Après leur retour dans les universités cependant, ils ont été soumis à de longues séances d'éducation politique.

14. Voir Zhang Xianyang et Wang Guixiu, « Master Marxist Theory in Light of New Realities », *Renmin ribao*, 1er novembre 1985, p. 5, traduit dans FBIS, 8 novembre 1985, p. K10-11.

Le mouvement de 1989 : une protestation de plusieurs classes sociales

La conjonction de l'activisme politique étudiant et du mécontentement des populations urbaines, née de la suppression du contrôle des prix à la fin des années 1980, qui a eu pour résultat une augmentation de l'inflation, a permis de créer un environnement socio-économique et un soutien populaire dans les villes qui avaient fait défaut aux étudiants de 1986. Lorsque la mort de Hu Yaobang le 15 avril a provoqué les manifestations de Tiananmen, la population urbaine était prête à exiger la fin de la corruption et à soutenir les appels des étudiants en faveur de la démocratie et de la liberté. Les intellectuels, réticents au début des manifestations étudiantes, car ils craignaient que les appels à la réforme politique ne détruisent les fragiles institutions qu'ils avaient créées dans la seconde moitié des années 1980 grâce à la protection des réformateurs du Parti, ont rejoint le mouvement lorsque le pouvoir a proclamé la loi martiale à Pékin le 20 mai. Au même moment, la grande majorité de la population urbaine se ralliait aux étudiants.

De célèbres écrivains, journalistes et intellectuels ont commencé à se rendre à Tiananmen pour soutenir les manifestants étudiants. Deux intellectuels renommés qui avaient occupé des postes de responsabilité dans les organes officiels grâce à l'appui de Hu Yaobang, Yan Jiaqi (directeur du Centre de recherches en sciences politiques de Pékin de l'Académie des sciences sociales de Chine) et Bao Zunxin (historien au Centre de recherche sur l'histoire moderne de la même Académie, qui fonda la collection, d'orientation progressiste, « En marche vers l'avenir », *Zou xiang weilai*), ont rendu publique, avec huit autres intellectuels, une déclaration s'engageant à « ne jamais trahir la cause de la lutte pour la démocratie... à ne pas plier l'échine devant l'absolutisme... à ne pas prêter allégeance au dernier empereur de Chine des années 1980⁽¹⁵⁾ ». Assistés d'autres intellectuels issus du réseau de Hu Yaobang, ils ont fondé l'Association autonome des intellectuels de Pékin.

Pour tenter d'instaurer un front uni de toutes les classes soutenant les revendications des étudiants en faveur de la démocratie, Chen Ziming et Wang Juntao, anciens militants du Mur de la démocratie, ont mis en place l'Association de tous les milieux de la capitale. Ils exigeaient un dialogue avec les autorités, fondé sur l'idée selon laquelle la société civile avait son mot à dire en matière de politique. Au même moment, alors que de nombreux manifestants étudiants étaient tombés malades en faisant une grève de la faim pour obliger le

gouvernement à dialoguer, des milliers d'habitants de la ville – ouvriers, entrepreneurs, secrétaires, vendeurs de rue, ménagères – leur sont venus en aide. Durant quelques jours à la fin du mois de mai, l'embryon d'une société civile organisée a semblé prendre forme sur la place Tiananmen. Mais cela n'a pas duré. Dans la nuit du 3 au 4 juin, les tanks de l'armée ont fondu sur les manifestants et sur leurs partisans, mettant fin à tout espoir de dialogue avec le pouvoir. La violente répression marquait le point final des efforts pacifiques visant à réaliser une réforme politique.

Le débat au sein du Parti entre ceux qui prônaient le dialogue avec les manifestants et ceux qui s'y opposaient a pris fin avec la décision de Deng Xiaoping d'utiliser la violence pour étouffer le mouvement de Tiananmen. Le secrétaire général Zhao Ziyang, qui avait refusé d'approuver la décision du Parti d'envoyer l'armée, a vécu en résidence surveillée jusqu'à sa mort, en 2005. Le limogeage de Zhao et des réformateurs qui avaient tenté de discuter avec les manifestants a privé les forces démocratiques de leurs soutiens au sein de l'équipe dirigeante. La stratégie de ceux qui avaient voulu les réformes au cours des années 1980 – créer des institutions semi-autonomes jouissant de la protection non officielle d'une faction progressiste du Parti – n'était plus viable. Au cours des deux décennies qui ont suivi le 4 Juin, la direction du Parti s'est donnée beaucoup de mal pour empêcher l'émergence d'organisations autonomes politiquement engagées, mettant ainsi fin au mouvement pour les réformes politiques qui, pour la première fois dans l'histoire de la République populaire, avait su transcender les divisions de classe.

Les militants de Tiananmen en exil

Au lendemain du 4 Juin, lorsque les militants étaient soit en prison, soit en exil soit en fuite, il leur était difficile de tirer les leçons de l'échec du mouvement. Ce n'est pas avant le milieu des années 1990 que ceux qui y avaient participé se sont mis à réfléchir sur la stratégies qu'ils avaient adoptée à l'époque. Pour la plupart, ceux qui étaient en exil pressaient leurs homologues restés en Chine de rompre nettement avec le Parti et de rester en-dehors du système politique, qu'ils estimaient « impossible à réformer ». La chute des régimes léninistes en Union soviétique et en Europe de l'Est est venue renforcer leurs arguments. En septembre 1989, la Fédération pour la démocratie en Chine, fondée à

15. Jean-Philippe Béja, Michel Bonnin, Alain Peyraube, *Le tremblement de terre de Pékin*, Paris, Gallimard, col. « Au vif du sujet », 1991, p. 307.



Paris, a cherché à unifier toutes les générations de la dissidence à l'étranger et à créer un exemple pour ses homologues en Chine. Des conflits ont cependant bientôt surgi entre les leaders étudiants et leurs aînés – en particulier les anciens droitiers comme Liu Binyan – ainsi qu'entre les membres du réseau de Hu Yaobang (par exemple Ruan Ming) et les partisans de Zhao Ziyang (par exemple Chen Yizi). Les partisans de Zhao Ziyang étaient accusés d'avoir affaibli la faction réformiste du Parti en permettant le limogeage de Hu Yaobang par les conservateurs. Ces luttes entre factions sont devenues encore plus intenses au cours des années 1990, du fait de la stratégie du Parti consistant à exiler les dissidents les plus connus. L'arrivée de nouvelles fortes personnalités n'a fait qu'alimenter les luttes intestines de l'opposition en exil. Les conflits entre générations et entre individus et les difficultés à communiquer avec la dissidence en Chine ont durablement affaibli le mouvement. En même temps, incapables d'organiser des réseaux d'opposition en Chine à cause de la politique répressive du Parti, coupés des mouvements politiques au sein des pays où ils s'étaient réfugiés, les militants exilés ne sont pas parvenus à développer un programme politique de réformes pour la Chine. Il ne leur restait plus qu'à tout faire pour informer l'opinion internationale sur les violations des droits de l'homme dans leur pays, et pour essayer de convaincre les gouvernements étrangers, en particulier le gouvernement américain, d'aborder la question des prisonniers politiques et des droits de l'homme lors de leurs rencontres avec les dirigeants chinois. Coupés de la vie politique chinoise, ils ne pouvaient pas aider les forces d'opposition en Chine à développer de nouvelles stratégies. À la fin du siècle, il était clair que les tentatives de créer une opposition organisée en exil avaient échoué. Aucun Sun Yats-en n'émergerait du groupe de réfugiés qui avait mené les manifestations de 1989. Cela ne signifie pas cependant que les exilés n'ont aucune influence sur leurs homologues en Chine. Mais ils ne peuvent l'exercer qu'à travers des contacts personnels et des conversations téléphoniques privées. Ainsi, l'opposition demeurée en Chine ne peut pas compter sur l'aide des camarades exilés.

La reprise du mouvement pour les réformes politiques

Après que la loi martiale a été levée en janvier 1990, et en particulier après que Deng Xiaoping a réaffirmé son attachement aux réformes économiques lors de son voyage dans le Sud en 1992, la majorité de ceux qui avaient été actifs dans le mouvement de 1989 ont abandonné le combat pour la

démocratie. Certains sont retournés à leurs universités et à leurs centres de recherche, d'autres ont fondé leur propre entreprise (*xiaohai*). En dépit d'une constante surveillance policière, en particulier en province, une petite minorité a réussi à poursuivre ses activités politiques. Leurs efforts ont cependant été mis à mal par l'insistance renouvelée de Deng sur le développement économique, qui devait se poursuivre par n'importe quel moyen (*fazhan shi ying daoli*⁽¹⁶⁾).

À la suite de ces déclarations, une nouvelle atmosphère s'est répandue dans la société chinoise : les gens de tous les secteurs de la société ne pensaient qu'à gagner de l'argent. Les appels en faveur de la démocratie et des réformes politiques se sont tus, ou ont été ignorés, car les habitants des villes qui avaient soutenu le mouvement étudiant de 1989 voulaient à présent profiter des nouvelles occasions ouvertes par la priorité économique énergiquement mise en avant par Deng. Par ailleurs, la police demeurait vigilante, prête à empêcher toute tentative de manifestation politique organisée de citoyens mécontents. De lourdes peines de prison ont été prononcées tout au long des années 1990 envers quiconque tentait de faire vivre la lutte pour la démocratie. De plus, les dirigeants des diverses factions qui avaient soutenu les réformes politiques ont été exclus du Parti ou réduits au silence. Le secrétaire personnel de Zhao Ziyang, Bao Tong, qui avait dirigé le Centre pour la réforme du système politique avant le 4 Juin par exemple, a été emprisonné jusqu'en 1996 et par la suite est demeuré en résidence surveillée. Bao Zunxin et d'autres intellectuels ont été mis en prison et Yan Jiaqi s'est exilé.

Ainsi, personne au sein du système ne pouvait exprimer publiquement des positions en faveur des réformes politiques, ni attirer d'autres gens vers la cause. La stratégie des années 1980 n'était plus viable. De plus, l'omniprésence de la police rendait impossible la mise en place d'organisations civiles ou politiques indépendantes, telles qu'elles avaient été établies dans les années 1980. Le durcissement des contrôles politiques, associé à leurs difficultés économiques, a empêché les militants restés au pays de s'engager ouvertement dans des activités politiques. Chaque année durant ce qu'on appelle la « période sensible » (*min'gan shiqi*), du 15 avril au 4 juin, la place Tiananmen est occupée par la police. Le 4 juin, celle-

16. Joseph Fewsmith, *China Since Tiananmen*, New York, Cambridge University Press, 2001, p. 44-71.

ci arrête quiconque tente de rendre hommage aux victimes. Les militants les plus en vue sont envoyés « en vacances » en dehors de Pékin durant cette période. Il est ainsi absolument impossible de commémorer la mort des victimes du 4 Juin ou de mobiliser des alliés ou des sympathisants pour des manifestations de grande ampleur. Par ailleurs, et c'est le plus important, l'intervention de l'armée le 4 juin a terrorisé les citoyens ordinaires, qui ont été les premières victimes de la répression, des sentences de mort et des peines de prison prononcées, et les a dissuadés pour longtemps de participer à des activités politiques. La peur de la sanction a créé un nouvel environnement social dans lequel la plupart des gens ne pensent qu'à gagner de l'argent.

Le 4 Juin a également rendu caduque la stratégie consistant à établir des centres de recherche ou des médias semi-indépendants avec l'appui des réformateurs du Parti. Après le 4 Juin, personne dans le Parti n'était plus en mesure d'assurer le genre de protection qui existait dans les années 1980. Il est donc devenu difficile pour les anciens militants politiques ne serait-ce que de rester en contact les uns avec les autres à cause de la surveillance policière. Même s'ils étaient sortis de prison, leurs écrits étaient toujours interdits de publication dans les médias officiels. De nombreux intellectuels publiaient leurs travaux à l'étranger ou à Hong Kong dans l'espoir qu'ils pourraient revenir en Chine par des voies détournées. La solidarité internationale, en particulier celle de l'Alliance pour le soutien au mouvement patriotique pour la démocratie (*zhilianhui*) de Hong Kong, leur a permis d'assurer leur survie intellectuelle et matérielle. D'anciens militants qui avaient fondé leur propre entreprise ont également contribué à aider économiquement ceux qui étaient encore politiquement actifs. Mais nombreux ne se sont pas contentés de la simple survie économique et certains d'entre eux ont tenté de fonder leurs propres maisons d'édition. C'est le cas par exemple de l'ancien leader étudiant Ma Shaofang qui est parvenu, en achetant des numéros de livres, à publier un certain nombre d'ouvrages sur l'évolution politique de l'Europe de l'Est et la démocratisation des pays d'Amérique latine. Mais ces initiatives étaient risquées et n'ont jamais duré longtemps. Au bout d'un moment, la police est intervenue en faisant fermer les maisons d'édition⁽¹⁷⁾.

Pourtant, malgré les risques encourus, un petit nombre de militants politiques ont continué d'exprimer leurs critiques à l'encontre du régime et organisé des groupes d'études pour discuter de leurs opinions politiques. L'un des plus connus est sans doute le « Groupe d'études de la nouvelle jeunesse ». Ses huit membres, pour la plupart des étudiants de l'Université de Pékin, se rencontraient régulièrement pour

discuter des moyens de démocratiser le système politique. Le nom s'inspire de la célèbre revue du 4 Mai devenue un organe du Parti communiste dans les années 1920, ce qui montre que ses membres étaient loin d'être anti-communistes. Ils n'avançaient pas de programme politique particulier, mais « ils croyaient tous que le peuple chinois souffrait, que les limites à la liberté d'expression imposées par le Parti empêchaient la discussion de problèmes pressants, et que des réformes démocratiques étaient nécessaires ». Le groupe, cependant, a été infiltré par le ministère de la Sécurité d'État et quatre de ses membres ont été condamnés à des peines de huit à dix ans de prison, accusés de subversion⁽¹⁸⁾. D'autres étaient consternés par le monopole du Parti sur l'information et convaincus qu'un pays moderne avait besoin de citoyens bien informés ; ils ont donc tenté de propager l'information à travers Internet. Le journaliste Shi Tao, par exemple, a envoyé un message à un site Internet étranger favorable au mouvement démocratique contenant un rapport qui détaillait la manière dont les autorités entendaient empêcher la commémoration du 15^e anniversaire de la répression de Tiananmen en 2004⁽¹⁹⁾. Il a été condamné à dix ans de prison, pour avoir soi-disant révélé des secrets d'État. D'autres encore, comme l'essayiste politique Du Daobin, ont publié des articles sur Internet critiquant le secrétaire général du Parti Jiang Zemin. Du a été arrêté et condamné à trois ans avec sursis.

En 2002 l'étudiante en psychologie Liu Di, de l'Université de Pékin (dont le pseudonyme sur Internet était « Rat d'acier ») a publié sur Internet des essais satiriques et critiques. Défendant Huang Qi, emprisonné parce que le site Internet qu'il avait créé faisait référence au 4 Juin, elle a écrit : « Les gens comme nous, des subversifs qui ont publié un très grand nombre de discours et d'écrits réactionnaires sur le Net, ne supportent pas de rester en liberté alors que d'autres souffrent en prison. Nous avons donc décidé de nous livrer en masse, pour que justice soit faite. Voici ce que nous proposons : à une certaine heure d'un certain jour, tous ceux qui en Chine ont publié des messages subversifs sur Internet iront voir la police et se livreront⁽²⁰⁾ ». Pour cet article, Liu a été arrêtée le 7 novembre 2002 et a passé plus d'un an en prison. La police a saccagé son appartement, où, parmi les objets confisqués, se trouvait un livre sur les mani-

17. Jean-Philippe Béja, *À la recherche d'une ombre chinoise*, op. cit.

18. Philip Pan, « A Study Group Is Crushed in China's Grip », *Washington Post*, 23 avril 2004.

19. <http://www.amnestyusa.org/individuals-at-risk/priority-cases/shi-tao/page.do?id=1101243>

20. Des extraits des articles de Liu Di sont traduits dans « The Powerful Voice of a Mouse », *Washington Post*, 7 décembre 2008.

festations de 1989 à Tiananmen et les lettres de prison de Wei Jinsheng, l'un des leaders du mouvement du Mur de la démocratie. Il est clair que les événements de 1989 ont eu une influence profonde sur sa pensée et ses actions. À sa sortie de prison en novembre 2003, Liu Di a rejoint des intellectuels dissidents pour signer des pétitions appelant à des réformes politiques. Malgré la dureté des traitements subis et de la répression, comme nombre d'autres dissidents politiques, elle n'a pas abandonné ses tentatives pour amener la Chine sur la voie des réformes.

Les répercussions du mouvement de Tiananmen

Bien que des termes comme « mouvement pour la démocratie » ou « mouvement d'opposition » aient été utilisés pour décrire les manifestations de 1989, il faut bien comprendre qu'il s'agit d'une facilité de langage plutôt que d'une qualification scientifique pour rendre compte de ce phénomène politique. Plutôt que d'un mouvement en tant que tel, il s'agit d'individus ou de groupes éclatés, partageant la conviction qu'une profonde réforme du régime est nécessaire, et qui tentent d'établir des contacts entre eux. Dans les dernières années du XX^e siècle, des espaces se sont ouverts, permettant à des personnes qui avaient été mises en marge du système politique ou avaient passé du temps en prison et étaient victimes de harcèlement policier de se retrouver à intervalles réguliers. La librairie Wansheng, par exemple, fondée par Gan Qi et Liu Suli (qui a passé un an en prison à la suite du 4 Juin) est devenue un lieu de rendez-vous populaire. Mais ces personnes restaient sous surveillance, et ne pouvaient prendre part à des activités politiques organisées. Les quelques intellectuels et anciens leaders étudiants qui continuaient à vouloir réformer le système sont ainsi demeurés relativement isolés de la population dans son ensemble.

Néanmoins, une nouvelle génération d'étudiants a commencé à créer des groupes d'études, à critiquer la politique du Parti sur Internet, et elle a été aidée par la nouvelle génération de journalistes, de professeurs et d'intellectuels, qui travaillent à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du système. Après le 4 Juin, les partisans des réformes politiques formaient un groupe hétérogène, qui exprimait des opinions politiques très diverses. Le politologue Liu Junning, par exemple, exclu de l'Académie des sciences sociales de Chine pour ses opinions qui déplaisaient au secrétaire général Jiang Zemin, a réussi à trouver un poste dans une unité liée au ministère de la Culture, où il s'est joint à un groupe

informel qui s'était formé autour d'anciens intellectuels du réseau de Hu Yaobang, partisans des réformes politiques.

On pourrait dire que, paradoxalement, c'est le Parti qui choisit les membres du mouvement pour la démocratie, en renvoyant des journalistes, des professeurs, etc. de leurs positions officielles. C'est ce qui est arrivé, entre autres, à Jiao Guobiao, un professeur de l'Université de Pékin, renvoyé après avoir écrit un article dénonçant le Département central de la propagande, ou à Li Datong, rédacteur en chef de *bingdian* (Point de congélation), supplément du *Zhongguo qingnian bao* (Jeunesse chinoise), qui a perdu son travail pour avoir publié un article qui n'était pas conforme à la version officielle de la révolte des Boxers. Ces gens-là ont commencé à se lier avec les dissidents appartenant à d'autres générations, et avec des personnes issues d'autres organisations et d'autres classes sociales, dépassant ainsi les barrières imposées par le Parti, qui voulait empêcher une telle communication entre les organisations, les générations et les classes.

Les Mères de Tiananmen : la lutte pour la vérité historique sur le 4 Juin ⁽²¹⁾

Le plus persévérant et le plus dévoué de tous ces groupes est celui des parents des victimes du 4 Juin. Depuis 1989, ils cherchent à garder vivant le souvenir des victimes. Ils ne cessent d'exiger que le Parti reconnaisse sa responsabilité et dédommage les familles des victimes. En même temps, certains d'entre eux sont également devenus de farouches partisans des réformes politiques que leurs enfants avaient tenté d'obtenir lors des manifestations de 1989 à Tiananmen.

Le mouvement des parents des victimes du 4 Juin a commencé en réaction aux efforts du Parti pour effacer le souvenir de l'intervention armée contre les manifestants étudiants pacifiques. Il demandait la réévaluation des événements et exigeait que les responsables du massacre rendent des comptes. Ce mouvement est mené par Ding Zilin, professeur à l'Université du peuple, dont le fils unique a été tué alors qu'il se rendait sur la place Tiananmen. Bravant les pressions exercées par le gouvernement, Ding a lancé seule une campagne pour recueillir les noms de tous ceux qui ont été tués le 4 juin, pour établir la vérité des faits, et pour déterminer les responsables du massacre. Le professeur Ding a été peu à peu rejointe par d'autres personnes qui

21. Merle Goldman, *From Comrade to Citizen: The Struggle for Political Rights in China*, Cambridge MA, Harvard University Press, 2005, p. 70-78.

avaient perdu des parents, et par des citoyens ordinaires qui réclamaient justice. En dépit de la répression croissante, les membres de son groupe ont continué leurs efforts.

Même si la majorité des familles des victimes ont obéi aux ordres des autorités leur interdisant de mentionner les circonstances lors desquelles leurs parents ont été tués, elles ont toujours refusé de se comporter en coupables et exigent que la « vérité » sur le 4 Juin soit établie. Leur combat rappelle celui des mères des victimes de la « sale guerre » argentine des années 1980, les « locas des mayo », les « folles de mai », qui osaient manifester chaque semaine sur la place du Premier mai à Buenos Aires, exigeant que la junte libère leurs enfants. Et, tout comme les « folles de mai » se sont peu à peu acheminées vers la constitution d'un mouvement d'opposition, certaines des Mères de Tiananmen en sont également venues à défendre publiquement les causes politiques qui avaient été celles des victimes pour lesquelles elles se battent. Malgré les efforts répétés du Parti pour empêcher leurs activités, quelques dizaines de parents de victimes du 4 Juin se sont rencontrés chaque 4 juin au cours des années 1990. Le 4 juin 1996, jour du septième anniversaire, un groupe de parents et de sympathisants a envoyé conjointement une pétition au Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (APN), exigeant la mise en place d'un comité spécial pour conduire une enquête indépendante sur ce qui s'était passé le 4 juin 1989⁽²²⁾.

En septembre 1998, les Mères de Tiananmen, emmenées par Ding Zilin et son mari Jiang Peikun, ont diffusé deux déclarations alors que la Chine était sur le point de signer (un mois plus tard) le Pacte international des droits civiques et politiques des Nations unies. La première déclaration décrivait la manière dont les droits des individus étaient bafoués, et la deuxième dépeignait la corruption officielle grandissante accompagnant l'émergence de l'économie de marché en Chine. Ces déclarations étaient uniques dans le mouvement des Mères de Tiananmen, car plutôt que de se concentrer uniquement sur les événements du 4 Juin, elles appelaient tous les citoyens chinois à prendre l'initiative de mettre en pratique leurs droits et libertés fondamentaux. Elles exhortaient également la Chine à modifier son système judiciaire pour le faire correspondre à la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, dont le gouvernement chinois était signataire.

Alors que les revendications des mères se rapprochaient de celles exprimées par les intellectuels dissidents et les vétérans du 4 Juin, elles ont progressivement commencé à participer à des activités appelant aux réformes politiques et à l'instauration de l'État de droit. Le Parti n'ayant pas répon-

du à leurs revendications concernant l'explication officielle de ce qui s'était passé le 4 juin, leur engagement est devenu plus profond et elles ont étendu leur combat au domaine plus large des droits de l'homme. Le professeur Ding Zilin, par exemple, qui jusqu'au 4 Juin avait fermement soutenu le système politique en place, est devenue l'une de ses plus ardentes critiques. Elle a signé un grand nombre des pétitions demandant aux autorités de respecter les droits de l'homme. En décembre 2008, elle a également signé la Charte 08, une initiative transcendant les classes, influencée par le mouvement tchécoslovaque de la Charte 77, lancé par le philosophe Jan Patočka et le dramaturge Vaclav Havel, devenu plus tard président de la Tchécoslovaquie, qui appelait à des réformes politiques. La Charte '08 chinoise, comme la charte 77, exhorte le gouvernement à se conformer au pacte pour les droits de l'homme des Nations unies et à la constitution chinoise elle-même, qui garantit les libertés d'expression et d'association. Alors que la Charte '08 était initialement le projet d'un petit nombre d'intellectuels dissidents, elle a recueilli 8 000 signatures de toutes sortes de gens lorsqu'elle a été éliminée du net par les autorités⁽²³⁾.

Les campagnes pour libérer les prisonniers de conscience

À partir du début du XXI^e siècle, un certain nombre de militants démocrates appartenant à diverses générations, comprenant des leaders étudiants du mouvement de 1989 aussi bien que des intellectuels dissidents, ont lancé des initiatives pour faire libérer des personnes qui avaient été emprisonnées pour avoir exprimé leur point de vue. Le cyber-écrivain Du Daobin, l'écrivain Liu Xiaobo, et le professeur Ding Zilin, tous de célèbres militants du mouvement démocratique, ont lancé une pétition en novembre 2003 appelant à la libération de la cyber-écrivaine Liu Di⁽²⁴⁾. Bien que Liu Di ait été relâchée le 1er décembre 2003, Du Daobin, qui avait activement participé à la campagne pour sa libération, a été arrêté en octobre 2003. Par la suite, des pétitions pour obtenir sa libération ont été lancées par d'autres militants, dont Liu Di. Ces manifestations conjointes d'opposition à la

22. *Ibid.*, p. 71-72.

23. Ariana Eunjung Cha, « In China, a Grass-Roots Rebellion: Rights Manifesto Slowly Gains Ground Despite Government's Efforts to Quash It », *Washington Post*, 29 janvier 2009 ; Jean-Philippe Béja, « Lointains héritiers de la Charte 77, des intellectuels chinois lancent la charte 08 », *Esprit*, n°32, février 2009, p.130-134 « Charter' Democrats in China », *Wall Street Journal*, 31 mars 2009.

24. Information Centre for Human Rights and Democracy, « Chinese Intellectuals Sign Open Letter Condemning Suppression of Web Dissidents », *BBC Monitoring Asia Pacific – Political*, 7 novembre 2003.



persécution de collègues et d'amis pour crimes politiques, et les efforts fournis pour obtenir leur libération sont des phénomènes nouveaux en République populaire. À l'époque de Mao, ceux qui étaient accusés de crimes politiques avaient peu de partisans, même parmi leurs familles, car tous avaient peur d'être eux-mêmes persécutés. En juin 2004, neuf mois après son arrestation, Du a été condamné à trois ans de prison avec sursis et libéré dix jours plus tard⁽²⁵⁾. Cette décision inhabituelle des autorités était la preuve, aux yeux des militants du mouvement démocratique, que leur mobilisation avait été efficace.

Bien que le mouvement de Tiananmen de 1989, tout comme le mouvement de la Charte '08, ait obtenu le soutien des professions libérales, des ouvriers, des vendeurs de rue, des ménagères, aussi bien que des avocats et des intellectuels, de manière générale la stratégie de ceux qui cherchent à mettre en place des réformes politiques en Chine demeure fondée sur les élites. L'alliance de courte durée avec les ouvriers et les citoyens ordinaires (*shimin*) qui a eu lieu lors du mouvement du printemps 1989 n'a pas fait d'émules. Ceux qui prônent le changement politique sont principalement des intellectuels qui n'ont pas de relations étroites avec les travailleurs ordinaires. Cette séparation s'est renforcée avec la segmentation de la société chinoise ; les différentes couches sociales ont peu de contacts les unes avec les autres. De plus, l'héritage des campagnes de l'époque maoïste – des mouvements anti-Hu Feng et antidroitier des années 1950 à la Révolution culturelle – au cours desquelles les intellectuels étaient traités comme des parias et les ouvriers et les paysans placés au sommet de la hiérarchie sociale, a rendu l'union des différentes classes dans le combat politique très difficile.

Tout aussi important est le point de vue du Parti, qui voit toute tentative de la part d'intellectuels de s'allier avec les « travailleurs » (*laodong renmin*) comme un défi majeur au régime qui doit être « étouffé dans l'œuf⁽²⁶⁾ ». De plus, jusqu'à la fin des années 1990, les manifestations d'ouvriers et paysans qui avaient commencé à se développer au milieu de la décennie sont passées presque inaperçues, tant dans la presse officielle que chez les survivants du mouvement pour la démocratie. Les intellectuels continuaient à se concentrer sur l'objectif consistant à rester en contact les uns avec les autres, et avec les autres membres des élites. Ils participaient à des initiatives éclatées pour fonder des groupes d'études, écrire des textes critiques, et publier des articles dans la presse étrangère puis sur Internet, qui pouvaient ensuite revenir en Chine. Contrairement aux quelques semaines du printemps 1989, peu d'entre eux ont fait l'effort d'associer

d'autres groupes sociaux à leurs revendications politiques. Avec la mise en place d'organisations non gouvernementales (ONG) au milieu des années 1990, qui allaient faire évoluer la Chine en créant une forme de société civile, de nouvelles possibilités se sont présentées pour les militants politiques. Certains en ont profité pour s'engager dans la création d'ONG officiellement reconnues, ce qui représentait un moyen de sortir de leur isolement et de créer une société plus ouverte. Cependant, seuls ceux qui n'étaient pas ouvertement surveillés par la police ont pu fonder des ONG. Les leaders étudiants qui avaient été emprisonnés après le 4 Juin et les intellectuels dissidents tels que Liu Xiaobo, l'un des auteurs de la Charte '08, et Bao Zunxin, qui avait formé un Pen club indépendant, n'ont pas été autorisés à créer des ONG.

De plus, les fondateurs des ONG interdisent aux militants du mouvement pour la démocratie de faire partie de leurs organisations de peur de mettre leur survie en question. En effet, si elles comportent des dissidents dans leur direction, elles risquent fort d'être dissoutes. Grâce à cette stratégie, le Parti est parvenu à isoler encore davantage les dissidents, et à les empêcher de participer à des actions publiques, tout en s'assurant que la nouvelle génération de militants des ONG n'était pas exposée à leurs idées et à leurs actions.

Pour cette raison, malgré la brève période de participation de diverses classes dans des actions politiques au sein des mouvements du printemps 1989 et de la Charte '08, les militants du mouvement pour la démocratie et les vétérans du 4 Juin demeurent assez isolés du reste de la société chinoise. Les activistes politiques continuent de discuter des mouvements sociaux, comme les manifestations d'ouvriers licenciés et de paysans dont les terres ont été saisies, mais peu d'entre eux y participent effectivement. Les vétérans du 4 Juin écrivent des articles dans la presse internationale et contribuent à tenir le monde informé des conflits sociaux qui se déroulent en Chine. Contrairement à 1989 cependant, leurs activités demeurent principalement de l'ordre du commentaire,

25. Nailene Chou Wiest, « Suspended Jail Term for Internet Dissident », *South China Morning Post*, 12 juin 2004..

26. « Il faut que nous restions fidèles aux quatre principes cardinaux, que nous combattons de manière claire et que nous étouffions dans l'œuf les éléments qui minent la stabilité sociale, d'où qu'ils viennent. » Discours du Président Jian Zemin marquant le 20e anniversaire des réformes, China Central TV, rapporté par BBC Monitoring Asia Pacific – Political, 18 décembre 1998.

et ils sont davantage connus à l'étranger que dans leur pays. Au tournant du siècle, les forces démocratiques chinoises, à quelques exceptions près, étaient toujours isolées des conflits sociaux plus larges qui avaient éclaté dans la seconde moitié des années 1990 chez les ouvriers licenciés protestant contre la perte de leur emploi et le non-paiement de leur salaire, chez les habitants des villes refusant la corruption des fonctionnaires et la pollution de l'environnement et chez les paysans s'élevant contre l'appropriation de leurs terres par les autorités.

Néanmoins, une nouvelle génération d'intellectuels, en particulier des avocats, des enseignants et des journalistes qui étaient au lycée lors du mouvement de Tiananmen, s'est lancée, depuis le début du XXI^e siècle, dans une lutte pour les droits civiques et politiques des victimes des réformes. Prenant le discours officiel au pied de la lettre, ils aident les citoyens ordinaires à défendre leurs droits en mobilisant l'opinion publique par des pétitions, ou en offrant une assistance juridique aux paysans dont la terre a été confisquée sans compensation adéquate. Ces actions concrètes peuvent être considérées comme un nouveau développement dans le mouvement chinois pour la démocratie.

ces intellectuels se soient retrouvés isolés du reste de la population, les manifestations de Tiananmen ont participé à la prise de conscience par la population dans son ensemble de ses droits. L'aspect le plus important cependant n'est pas tant les idées prônées par les manifestants que la capacité du mouvement à attirer des gens de toutes les conditions et de toutes les classes sociales. Actuellement, au début du XXI^e siècle, le combat pour les droits politiques en Chine s'est étendu bien au-delà des cercles intellectuels. Des coalitions d'intellectuels et d'autres groupes de mécontents, incarnés dans le mouvement de la Charte 08, ont vu dans les manifestations de 1989 un exemple de la force de l'union avec d'autres groupes, pour mener à bien les réformes politiques dont la Chine a besoin. Ces alliances et ces points de vue changeants, que l'on a vus à l'œuvre en 1989, se révéleront peut-être avoir été l'origine de changements politiques en République populaire de Chine. •

• Traduit par Alice Béja

L'héritage du mouvement de Tiananmen

En dépit de la répression et des efforts du Parti pour l'effacer des mémoires, le mouvement pour la démocratie de 1989 demeure, dans l'esprit de ceux qui y ont participé ou qui en ont été témoins, une période lors de laquelle, pendant quelques semaines au printemps, les étudiants et intellectuels chinois politisés ont été rejoints par d'autres groupes sociaux dans leurs revendications. Bien qu'après le 4 Juin,